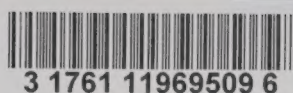


> > > >



Effective February 1998,
commercial vehicles found
operating in Ontario with
one or more critical
defects will be
impounded for a
minimum of 15 days.

Commercial Vehicle Impoundment

Commercial vehicle safety continues to be a major public concern. High out-of-service rates are still being seen despite the safety initiatives introduced in Ontario over the past two years. RoadCheck inspections in which trucks are randomly selected are showing some improvement, but targeted inspections continue to yield out-of-service rates of over 50 per cent.

To combat this serious safety problem, Ontario is the first jurisdiction in North America to introduce commercial vehicle impoundment for vehicles found to have critical defects. The commercial vehicle impoundment program applies to all commercial vehicles operating in Ontario, including trucks, trailers drawn by these vehicles and buses. The program also applies to all out-of-province commercial vehicles operating in Ontario.

How commercial vehicle impoundment works

A commercial vehicle found with one or more critical defects during an

Publications



CA2 ON
DT
-Z3 19

Commercial Vehicle Impoundment

inspection will have its plates and inspection sticker removed. The Registrar of Motor Vehicles may issue a notice of impoundment and suspend the vehicle registration. The vehicle's load will be removed. The vehicle will be moved to a secure impoundment site for the duration of the impoundment.

A first impoundment will be for 15 days. If the same vehicle is found critically defective again within two years, it will be impounded for 30 days. Third and subsequent impoundments against the same vehicle will result in a 60 day impoundment.

At the end of the impoundment period, the vehicle will be released to its owner. A truck or bus must be placed in safe condition and have a valid Safety Standard Certificate and plates or it will not be allowed back on the road.

Critical defects

Critical defect criteria have been developed for brakes, wheels and rims, steering, tires and suspension/frame components. These criteria set out clear guidelines for determining when defects are serious enough to be considered critical to the safe operation of a commercial vehicle. Commercial vehicles would be in a significantly greater state of disrepair when impounded for critical defects than they would be when taken out-of-service for failing to meet Commercial Vehicle Safety Alliance (CVSA) standards.

Impoundment costs

The operator (e.g. the carrier) will be responsible for the costs incurred for the off-loading, removal and storage of the goods the vehicle was carrying. The owner will be responsible for all costs related to the transportation and storage of the impounded vehicle. In addition, the owner, driver or operator may face charges for the unsafe operation of a commercial vehicle. Fines range from \$400 to \$20,000 depending on the offence.

Impoundment may lead to a review of a carrier's operating record.

Appealing the impoundment

The owner of an impounded vehicle may appeal the impoundment order to the Licence Suspension Appeal Board (LSAB). There are two grounds for appeal: the vehicle was stolen or there were no critical defects at the time of the inspection.

If the owner wishes to seek a conditional release of the vehicle during the appeal period, an application can be made to the Ontario Court (General Division) by posting a security between \$5,000 and \$10,000.

If the appeal is successful for the owner, the owner will be reimbursed for the cost of towing and the impoundment fees.

If the appeal is not successful for the owner, the owner must return the vehicle to the impoundment facility for the remainder of the impoundment period or forfeit the security.

For more information:

For more information about the commercial vehicle impoundment program, call the Ontario Ministry of Transportation at:

MTO INFO 1-800-268-4686

> > >

> >

> > > > >



À compter de février 1998, les véhicules utilitaires circulant sur les routes de l'Ontario et ayant un ou plusieurs défauts critiques seront mis en fourrière pendant au moins 15 jours.

Mise en fourrière de véhicules utilitaires

Le public continue de se préoccuper grandement de la sécurité des véhicules utilitaires. On constate que le taux de mise hors circulation est encore élevé malgré les mesures de sécurité prises par l'Ontario au cours des deux dernières années. Lors d'inspections au hasard effectuées dans le cadre de RoadCheck, on a constaté des améliorations, mais dans le cas d'inspections ciblées, le taux de mise hors circulation est toujours supérieur à 50 pour 100.

Soucieux de régler ce grave problème de sécurité, le gouvernement a mis sur pied un programme de mise en fourrière des véhicules utilitaires ayant des défauts critiques. Ce programme, le premier du genre en Amérique du Nord, cible tous les véhicules utilitaires circulant sur les routes de la province, qu'ils appartiennent à une entreprise ontarienne ou autre, y compris les camions, les remorques et les autobus.

Fonctionnement du programme

Lors d'une inspection, on retire les plaques et la vignette d'inspection de

> > >

> >

Mise en fourrière de véhicules utilitaires

tout véhicule ayant un ou plusieurs défauts critiques. De plus, le registrateur des véhicules automobiles peut émettre un avis de mise en fourrière et suspendre le certificat d'immatriculation du véhicule. Le véhicule est déchargé et envoyé dans un endroit sûr pour toute la durée de la mise en fourrière.

Pour une première infraction, le véhicule est mis en fourrière pendant 15 jours. Si on constate, dans les deux années qui suivent, que le même véhicule présente un défaut critique, il sera mis en fourrière pendant 30 jours. Pour toute infraction subséquente, le véhicule est mis en fourrière pendant 60 jours.

Une fois cette période terminée, le véhicule est rendu au propriétaire. Toutefois, avant que l'on autorise le véhicule à circuler sur les routes de la province, les défauts mécaniques doivent être réparés et l'exploitant du véhicule doit obtenir un certificat de sécurité et des plaques d'immatriculation.

Défauts critiques

Les défauts critiques touchent les freins, les roues, les jantes, la colonne de direction, les pneus, la suspension et le châssis. Des critères très précis ont été élaborés pour déterminer si la défektivité mécanique est suffisamment grave qu'elle menace la sécurité du véhicule utilitaire et justifie sa mise en fourrière. Les véhicules utilitaires seraient dans un état de dégradation bien plus important s'ils sont mis en fourrière pour des défauts critiques qu'ils ne le seraient s'ils sont mis hors service en raison du non-respect des normes de la Commercial Vehicle Safety Alliance.

Coûts de mise en fourrière

L'utilisateur du véhicule, p. ex. le transporteur, doit payer les coûts de déchargement, d'enlèvement et d'entreposage des marchandises transportées. Le propriétaire doit assumer tous les coûts liés au transport et à la mise en fourrière du véhicule. De plus, le

propriétaire, le conducteur ou l'utilisateur du véhicule peuvent être accusés d'avoir utilisé un véhicule utilitaire dangereux et, s'ils sont reconnus coupables, ils devront payer une amende allant de 400 à 20 000 \$ selon la gravité de l'infraction. En outre, la mise en fourrière du véhicule peut entraîner le réexamen du dossier d'utilisation du transporteur.

Interjeter appel de la mise en fourrière

Le propriétaire du véhicule peut interjeter appel de l'ordonnance de mise en fourrière auprès de la Commission d'appel des suspensions de permis, pour l'une ou l'autre des raisons suivantes : le véhicule en question a été volé ou il ne présentait aucun défaut critique au moment de l'inspection.

Si le propriétaire souhaite que le véhicule lui soit rendu sous réserve de certaines conditions pendant la période d'appel, il doit en faire la demande à la Cour de l'Ontario (Division générale) en versant un cautionnement allant de 5 000 à 10 000 \$.

Si le propriétaire obtient gain de cause, on lui remboursera les coûts de remorquage et les droits de mise en fourrière.

Si l'appel est rejeté, le propriétaire doit renvoyer le véhicule à la fourrière pour le reste de la période prévue ou renoncer au cautionnement.

Renseignements :

Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, communiquez avec le ministère des Transports de l'Ontario, au :

MTO INFO 1 800 268-4686